COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Réunis en assemblée générale le lundi 28 janvier, enseignants du premier et second degré et parents d'élèves ont dressé l'état des lieux de l'Éducation nationale dans le Cantal. Alors que viennent de s'ouvrir les travaux de carte scolaire, ils n'ont pu que constater une nouvelle fois un projet essentiellement comptable détériorant en profondeur le service public d'éducation cantalien.

Le Ministère, le recteur et la directrice départementale tentent d'enrober les mesures, prétextant des innovations pédagogiques pour justifier au final plus d'élèves devant moins d'enseignants.

Des actions s'organisent en réponse à la précipitation et la brutalité des annonces. Il s'agit avant tout de sensibiliser l'ensemble des parents et des professeurs du Cantal.

Le lundi 4 février seront discutés et présentés les moyens alloués pour la prochaine rentrée scolaire. À cette occasion, l'intersyndicale associée à la Fédération des Conseils de Parents d'Élèves (FCPE) appelle à un rassemblement à 16h devant l'Inspection Académique du Cantal afin de réclamer des conditions satisfaisantes pour l'éducation de nos enfants.

L'hyper-ruralité de notre département où écoles, enseignants et familles sont éloignés et isolés, doit être prise en compte par le Ministère et l'Inspection Académique.

Il faut protéger le tissu de ce service public et même augmenter les moyens afin de rendre nos territoires attractifs et ne pas intensifier la désertification des campagnes. Les établissements des villes doivent aussi être préservés car la diversité des publics accueillis pèse lourd sur des classes surchargées.

Raisonner uniquement en termes budgétaires est donc une erreur et une vision à très court terme.

Il faut en finir avec des cartes scolaires conduisant à des petites batailles locales car nous sommes tous concernés par cet insidieux détricotage qui se confirme année après année.

Pour la rentrée prochaine, ce sont 4 postes retirés dans le premier degré conduisant à des fermetures de classes. Dans les collèges, 16 classes seront supprimées et 23 classes passeront à plus de 30 élèves. Dans les lycées généraux, techniques et professionnels, la réforme dégrade considérablement les conditions d'apprentissage : moins d'heures de cours pour chaque élève et des classes à 35 généralisées.

Du jamais vu dans le Cantal !

Le collectif (intersyndicale unitaire, parents et enseignants) vous invite à nous rejoindre ce lundi 4 février à 16h devant l'Inspection Académique (place du cinéma) et aux différentes actions qui suivront.